

TRIBUNE

Pour un revenu de base inconditionnel porté par les citoyens

Par Un collectif d'associations et de personnalités politiques et civiles(<https://www.liberation.fr/auteur/21689-un-collectif-d-associations-et-de-personnalites-politiques-et-civiles>) — 11 janvier 2021 à 16:19



Manifestation contre les licenciements, le chômage et la précarité, à l'initiative du syndicat CGT Gironde, à Bordeaux, le 5 décembre. Photo Alban De Jong pour Libération

Bien plus qu'un simple amortisseur du choc

des crises, le revenu de base se concrétise dans différents pays : nouveau pilier de la protection sociale, il induit un changement en profondeur du système socio-économique.

Tribune. Avec la pandémie, la situation économique et sociale s'est aggravée. Aux plus de 9 millions de citoyens qui percevaient déjà un revenu inférieur au seuil de pauvreté, se sont ajoutés 1 million de citoyens dont l'activité professionnelle a été dégradée voire empêchée par les mesures de confinement et de couvre-feu. Des secteurs vont subir les conséquences de cette crise pendant des années, de nombreux commerces de proximité auront fait faillite au profit des plateformes, grandes entreprises et autres Gafam.

Les institutions et exécutifs de tous pays cherchent une voie de sortie de cette crise sans précédent. Face à l'urgence économique, l'urgence écologique passe au second plan. En France, le gouvernement limite la prise en compte des mesures préconisées par la Convention citoyenne pour le climat, arguant de la nécessité de maintenir les emplois menacés par la crise, alors que les enjeux écologiques et climatiques rendent impérative une restructuration, voire une baisse de la production et de la consommation. Seules des mesures durables et transformatrices, incluant une nouvelle protection sociale favorisant la résilience pourront nous éviter d'être confrontés à d'autres crises bien plus graves encore.

Toutes les expérimentations mises en œuvre dans différents pays du monde ont montré que le revenu de base, loin de favoriser la paresse et l'abandon du travail, a permis une augmentation du bien-être individuel et donc social. Il permet de donner aux citoyens des moyens supplémentaires de choisir leur vie et leur activité et donc de s'engager sans plus tarder dans la transition écologique.

Vers une concrétisation du revenu de base

La mise en place d'un revenu universel fait de plus en plus figure

d'évidence pour de nombreux acteurs institutionnels. En juillet dernier, le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres a appelé à la création d'une «*nouvelle génération de politiques de protection sociale*», qui inclurait «*une couverture santé universelle et la possibilité d'un revenu universel de base*». La sortie du livre-plaidoyer de Benoît Hamon sur le revenu universel a relancé le débat pendant le deuxième confinement en novembre. En décembre, le pape François publiait un livre dans lequel il demande «*d'explorer le concept d'un revenu de base universel*».

En France, l'Assemblée nationale vient d'adopter une résolution de lancement d'un débat public sur le revenu universel (socle citoyen). Et sera aussi bientôt amenée à discuter la proposition de loi Ailes(s) portée par le groupe parlementaire socialistes et apparentés. Un revenu de base est une voie décisive vers un changement en profondeur de notre système socio-économique, bien plus qu'un simple amortisseur du choc des crises. Il constituerait le nouveau pilier de notre protection sociale venant compléter la sécurité sociale qui nous couvre aujourd'hui et doit subsister. Il faut rester vigilants et dénoncer toute régression de la couverture sociale même sous prétexte d'austérité après la crise du Covid-19 !

Le revenu de base constitue le meilleur instrument pour redistribuer les richesses et éradiquer définitivement la grande pauvreté ; pour rétablir l'équilibre des forces entre employés et employeurs ; pour soutenir les jeunes entre 18 et 25 ans ; pour réduire l'angoisse de l'avenir dans nos temps troublés.

Nous demandons l'instauration d'un revenu universel inconditionnel permettant une vie digne et décente, c'est-à-dire à hauteur du seuil de pauvreté (60% du revenu net médian national par équivalent adulte). Nous pouvons faire entendre notre voix en signant l'initiative citoyenne européenne sur le revenu de base, lancée en septembre, dans laquelle le revenu de base est défini comme devant être universel, individuel, inconditionnel et suffisant(https://europa.eu/citizens-initiative/initiatives/details/2020/000003_fr). Cet outil de démocratie citoyenne et participative

de l'Union européenne doit être signé par un million de citoyens européens, dont 120 000 en France.

Nous vous invitons à vous mobiliser en signant massivement, ainsi nous pèserons sur les prochaines échéances électorales en France en 2021 et 2022, et ferons pression sur nos dirigeants pour l'instauration d'un revenu de base. C'est l'opportunité de s'imposer comme force de pression par le nombre !

Premiers signataires: Mouvement français pour un revenu de base, AC! Agir ensemble contre le chômage, Collectif Un Projet de Décroissance, Mouvement Utopia, Les Amis de la Terre France, Revue Multitudes, Revenu de Base Montreuil, Les Citoyennes.ens Lobbyistes d'Intérêt Commun, La Pêche, monnaie locale complémentaire citoyenne d'Ile-de-France, Tera l'EcoVillage, Martine Alcorta, conseillère régionale de Nouvelle Aquitaine, **Julien Bayou**, secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts, **Abdenour Bidar**, philosophe et essayiste, auteur de *Libérons-nous! Des chaînes du travail et de la consommation*, **Jacques Boutault**, maire adjoint de Paris Centre, **Frédéric Brun**, président de Entr'aide à domicile personnes âgées, **Marie-Christine Bureau**, sociologue, chargée de recherche au CNRS, **Alain Caillé**, sociologue, **Yves Citton**, philosophe, **Antonella Corsani**, enseignant-chercheur, université Paris-I, **Jean Paul Deléage**, historien de l'écologie, directeur de la revue *Ecologie et Politique*, **Antoine Deltour**, lanceur d'alerte, **Jean Desessard**, ancien sénateur de Paris, **Willy Gianinazzi**, historien, **Jérôme Gleizes**, conseiller de la ville de Paris, **Prune Helfter-Noah**, conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, **Régis Juanico**, député de la Loire, **Annie Lahmer**, conseillère régionale d'Ile-de-France, **Frédéric Lefebvre**, ancien secrétaire d'Etat, **Vincent Liégey**, ingénieur, chercheur interdisciplinaire, essayiste et conférencier autour de la décroissance, **Benjamin Lucas**, co-coordonateur national de Génération.s, **Charlotte Marchandise**, ecoféministe, **Guillaume Mathelier**, docteur en sciences politiques et maire d'Ambilly, **Yann Moulrier-Boutang**,

économiste, **Michel Pouzol**, ancien député de l'Essonne, **Anne Querrien**, sociologue, **Sophie Taillé-Polian**, sénatrice du Val-de-Marne et coordinatrice nationale de Génération.s, **Marie Toussaint**, députée européenne, groupe des Verts/Alliance libre européenne, **Roger Winterhalter**, président de la Maison de la Citoyenneté Mondiale (Mulhouse).

Un collectif d'associations et de personnalités politiques et civiles

(<https://www.liberation.fr/auteur/21689-un-collectif-d-associations-et-de-personnalites-politiques-et-civiles>)